

L'AFREC LANCÉE HIER OFFICIELLEMENT À ALGER

Au service du développement et de l'intégration énergétiques en Afrique

L'Afrique connaît la plus forte croissance de la production pétrolière de son histoire, avec de nouveaux pays producteurs mais enregistre en même temps l'un des taux de consommation d'énergie commerciale par habitant des plus faibles. En outre, l'énergie consommée en Afrique provient pour 50% de la biomasse. C'est dans ce contexte que la Commission africaine de l'énergie (Afrec) a été lancée officiellement hier à Alger, au service de l'intégration et du développement énergétiques en Afrique.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La Conférence des ministres de l'Energie des pays membres de l'Union africaine s'est déroulée hier à l'hôtel El Aurassi à Alger. Hôtes de cette conférence, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khellil, le commissaire de l'Union africaine en charge de l'énergie des infrastructures, Bernard Zoba et des représentants de la Banque mondiale, la Commission européenne et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). A contrai-

rio des représentants en force des institutions spécialisées internationales et régionales, moins d'une vingtaine de ministres africains seulement ont daigné honorer de leur présence cette conférence, déléguant des cadres de niveau inférieur. Pourtant, une conférence inédite consacrée au lancement de la Commission africaine de l'énergie (Afrec), dont le siège est basé à Alger et qui bénéficie du soutien renouvelé de l'Algérie selon son ministre de l'Energie. Prête à devenir opérationnel-

le, selon son directeur exécutif intérimaire, Hussein El Hag, l'Afrec a été impulsée voilà sept ans et dont la convention portant création a été ratifiée par plus de 20 Etats membres de l'Union africaine. Une conférence qui consacre, selon Chakib Khellil, «la mise en place d'un maillon important du dispositif institutionnel pour le développement économique de notre continent». Pour le ministre de l'Energie, l'Afrec constitue «non seulement un cadre de concertation approprié, mais surtout un cadre d'action efficace au service de l'intégration énergétique et de la coopération continentale».

Voire, «un instrument au service du développement de l'Afrique, le lieu privilégié pour définir le futur énergétique du continent et pour élaborer et mettre en œuvre sa politique énergétique».

Cela d'autant, selon Chakib Khellil, que «si le continent connaît la plus forte croissance de la production pétrolière de son histoire, avec de nouveaux pays producteurs, il enregistre en même temps l'un des taux de consommation d'énergie commerciale par habitant des plus faibles».

Et d'autant, selon le chef de la division statistiques de l'AIEA, Jean-Yves Garnier, que «50% de la consommation d'énergie en Afrique provient de la biomasse, qu'il ne faut pas oublier». Dans le même ordre d'idées, un représentant de la Banque mondiale a relevé l'accès insuffisant des ménages et PME de l'Afrique centrale et saharienne

notamment à l'énergie, en raison du coût élevé, de carences manufacturières et de déficit de capacités en dépit de la forte demande. En incitant les opérateurs énergétiques à augmenter de 20% leur production et les entreprises à réduire de 10% leurs pertes. Et le commissaire en charge des infrastructures et de l'énergie à la commission de l'Union africaine, Bernard Zoba, d'insister sur la nécessité de prendre en considération le développement des infrastructures énergétiques dans les politiques de développement durable.

En ce sens, il a évoqué «la réalisation des grands projets énergétiques régionaux et continentaux structurants, capables de changer la face de l'Afrique, d'accélérer le processus de son intégration et de booster le développement industriel du continent». Parmi ces projets, le futur gazoduc transsaharien reliant le Nigeria à l'Algérie et d'une capacité de 25 milliards de m3/an, permettant de réduire les volumes de gaz torchés et assurant l'énergie aux habitants des zones traversées, outre les revenus générés par l'exportation de gaz.

En signalant qu'une banque de données du secteur électrique en Afrique est disponible depuis un mois selon le secrétaire général de l'Union des producteurs, transporteurs et distributeurs de l'énergie électrique en Afrique, M. Sakrini.

C. B.

PRODUCTION HYDROÉLECTRIQUE

ET DÉVELOPPEMENT DU GNL

L'Angola sollicite l'expertise de Sonelgaz et de Sonatrach

Une délégation du ministère angolais de l'Energie et de l'Eau rencontrera, dès aujourd'hui, le staff dirigeant du groupe énergétique algérien Sonelgaz. Selon un directeur de l'Office angolais de coopération internationale, Pierre Kiala, cette rencontre devrait aborder les opportunités de coopération et de partenariat ainsi que l'assistance en matière de formation et d'échange d'expertise de Sonelgaz au programme énergétique en cours en Angola. Un programme qui concerne la réalisation, sur un périmètre de 100 kilomètres, d'une dizaine de centrales hydro-électriques d'une capacité globale de 20 000 mégawatts, dont deux unités ont déjà été lancées. Par ailleurs, l'Angola cherche à renforcer la coopération et le lancement de projets communs avec Sonatrach dans le domaine de la liquéfaction du gaz naturel (GNL).

COOPÉRATION BANQUE MONDIALE/ RÉGION MENA

Une rencontre est prévue à Washington

Une rencontre entre la Banque mondiale et des représentants ministériels des pays d'Afrique du Nord et Moyen-Orient (Mena) est prévue la semaine prochaine à Washington, aux Etats-Unis. Au menu, les questions énergétiques et l'aide au développement.

C. B.

DES MINISTRES DE L'OPEP VONT EN DISCUTER

La Libye favorable à la vente du pétrole en euro

A l'instar de plusieurs pays membres de l'Opep, la Libye est favorable à la vente du pétrole en euro à la place du dollar. Selon un représentant libyen à la Conférence ministérielle sur l'Afrec, Azem Ali El Misslati, son pays envisage sérieusement cette option. Même si certains pays ne sont pas affectés par les fluctuations du billet vert, cette option sera néanmoins discutée lors de réunions prochaines des ministres de l'Energie de l'Opep. A propos de ce changement de monnaie, le directeur de la commission africaine au Nigeria, A.S Sambo, a indiqué qu'il reviendra à son gouvernement de se prononcer sur cette question. Une question qui ne figure pas au rang des priorités au Nigeria où «des questions plus graves se posent et doivent être réglées avant de penser à cette option», dira ce cadre nigérian. Tout en précisant que le Nigeria suivra toutes les décisions que prendra l'Opep. Abordant la situation du marché pétrolier, ce cadre nigérian a estimé qu'il crée des difficultés pour les pays qui n'ont pas de pétrole».

La pénurie de ressources humaines pose problème selon l'AIEA

Par ailleurs, la demande de pétrole, dans le monde «va exploser» selon les prévisions du chef de la division statistiques de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Jean-Yves Garnier. Ce dernier a indiqué que cette croissance sera forte au niveau de l'Inde et de la Chine et que les pays du Golfe et d'Afrique du Nord doivent produire plus. En considérant le manque de capacités excédentaires de production, les 2 à 3 millions de barils par jour d'excédents restent insuffisants, ainsi que la nécessité de renflouer les stocks de pétrole. Mais aussi en relevant que les déficits d'investissements de production et la pénurie en ressources humaines demeurent problématiques. Tout en précisant que le rôle de l'AIEA est d'observer les évolutions du marché et non de prévoir les prix, Jean-Yves Garnier a indiqué que si des problèmes surviennent, cela aurait un impact sur les cours. Toutefois, l'AIEA appelle, selon lui, à renforcer l'équilibre du marché entre producteurs et consommateurs.

C. B.

MOHAMED SIDATI, REPRÉSENTANT DU POLISARIO EN EUROPE :

«Les Nations unies doivent infliger un carton rouge au Maroc»

Le ministre sahraoui délégué à l'Europe estime qu'il est temps que les Nations unies reconnaissent la responsabilité du Maroc dans le blocage du processus de négociations. Mohamed Sidati, qui participait hier à une rencontre sur la décolonisation au Sahara occidental, a affirmé que l'ONU se doit d'infliger un carton rouge au Maroc».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté deux résolutions afin de trouver une solution juste et acceptable par les deux parties pour assurer la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Nous sommes à la veille du quatrième round de ces négociations et elles n'aboutissent toujours pas. Cette situation est à mettre sur le compte du Maroc qui refuse d'appliquer à la lettre les résolutions de l'ONU et s'obstine à vouloir imposer son projet d'autonomie», a expliqué, hier, Mohamed Sidati lors d'une conférence de presse animée en marge de la rencontre sur la décolonisation au Sahara occidental. Pour le ministre sahraoui délégué à l'Europe, il est temps que les Nations unies dressent un bilan des négociations et désignent la partie responsable du blocage. «Nous sommes arrivés à

l'heure de vérité. Il faut que l'ONU face un bilan de ces négociations et dise clairement pourquoi il n'y a pas de progrès. Les Nations unies doivent infliger un carton rouge au Maroc. Le peuple sahraoui ne veut plus que l'on mette les deux parties dos à dos. Il y a de la crédibilité de l'ONU. Cet immobilisme est grave et dangereux», ajoutera-t-il. Présent lors de cette conférence de presse, Pierre Galand a indiqué que la Coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucooc), poursuivra son soutien au Front Polisario même en cas de reprise des hostilités. «Nous l'avons fait des années durant puisque nous soutenons cette cause depuis le début du conflit. Nous ne sommes pas des vendeurs d'armes et le soutien pacifique à un peuple en guerre n'est pas contradictoire», précisa M. Galand. Notons qu'une réunion de la Task Force de l'Eucooc s'est tenue durant deux

jours à Sidi-Fredj. «Les participants à la réunion de la Task Force de l'Eucooc ont décidé de saisir par écrit et en toute responsabilité le secrétaire général des Nations unies, les membres du Conseil de sécurité, le président de la Communauté européenne, le président de l'Union européenne (...) pour leur demander d'agir afin de ramener le royaume du Maroc à se conformer aux décisions de la légalité internationale autour de cette question de décolonisation, au respect et à l'application stricte des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies et des résolutions du Conseil de sécurité, afin de rappeler qu'aucun pays au monde, y compris ceux qui soutiennent le Maroc, ne peut faire fi de la légalité internationale», indique la déclaration finale de cette réunion adoptée hier par les membres de la coordination.

T. H.

AHMED BEN BELLA :

«Je soutiens la cause du peuple sahraoui»

Une délégation de la Task Force de l'Eucooc, qui séjourne actuellement à Alger, a été reçue par l'ancien président Ahmed Ben Bella. «Le président Ben Bella nous a assuré qu'il soutient la cause du peuple sahraoui dans la lutte qu'il mène pour recouvrer sa souveraineté», a indiqué, hier, Pierre Galand, président de la Coordination européenne de solidarité avec le peuple sahraoui.

T. H.

HAMRAOUI HABIB CHAWKI

À PROPOS DE LA 5^e ÉDITION

DES FENNECS D'OR

«On apprend de nos erreurs !»

A sa 5^e édition, Hamraoui Habib Chawki (HHC), patron de l'entreprise nationale de télévision (ENTV) et président de la fondation des Fennecs d'or, nous promet une soirée sans fausses notes, «puisque l'on apprend de nos erreurs à chacun des rendez-vous». C'est donc sous le slogan «la critique artistique au cinéma et à la télévision» que la nuit des Fennecs d'or aura lieu le 28 février au Théâtre national d'Algérie. Le coût : 50 millions de dinars. C'est le chiffre avancé par HHC, lors de la conférence de presse organisée, hier, au siège de l'ENTV. Une nuit farfameuse aux couleurs du Liban puisque l'animation musicale sera assurée par la diva Majda Roumi. HHC nous annonce aussi l'organisation d'un colloque sur la critique au cinéma et à la télévision les 26 et 27 février au Sheraton-Resort du Club-des-Pins. Au cours de ce colloque, un concours adressé aux journalistes et professeurs d'université sera lancé sur la même thématique. Le lauréat empochera la somme de 250 000 DA. Il est à souligner que la nuit des Fennecs d'or, cette année, est dédiée aux défunts Karim Zenasni, décédé vendredi dernier et Ahmed Malek. Pour ce nouveau rendez-vous, le jury des Fennecs d'or, présidé par Ahmed Rachedi, est composé de Raja Alloua, Nadira Aggoun, Lerrari Mohamed Arsalne, Djamel Ben Rabah et Kouider Bouziane. Il aura à nommer les meilleurs feuilletons de cette année. Une dizaine de séries a déjà été sélectionnée dont *Les nuits blanches* de Amar Tribèche ; *Maurid maâ el kadar* de Djaafer Gacem ; *Ahlam oua awham* de Sid Ali Fitr. Une toute petite nouveauté a été rajoutée au programme de 2008, le prix du public sera attribué. S'associant au concept de la création de la fondation de HHC, Mobilis sponsorisera la nuit des Fennecs d'or. Un accompagnement de l'opérateur public de téléphonie qui traduit son engagement pour la culture et la création artistique d'après son premier responsable, M. Belharat, présent à la conférence de presse. Par ailleurs, pour relever l'envergure sur le champ télévisuel arabe, la fondation des Fennecs d'or a invité Izzate El Allayil (Egypte), Susan Nedjmeddine (Syrie), Dora Bouchoucha (Tunisie), Carmen El Loubess (Liban) et Amar Laskri.

Sam H.

LES ÉDITEURS ALGÉRIENS

BOYCOTTENT LE SALON

INTERNATIONAL DU LIVRE

Israël au centre des contestations

C'est à l'unanimité que les éditeurs algériens ont décidé de suspendre leur participation au Salon international du livre de Paris, prévu du 14 au 19 mars prochain. La raison invoquée dans le communiqué transmis à notre rédaction est le choix cette année de l'invité d'honneur : «Israël». Le Syndicat national des éditeurs de livres (SNEL) qui s'est réuni en assemblée générale extraordinaire, le 13 février dernier, s'est refusé à soutenir la dérive idéologique de ce grand espace interculturel. Parce que c'est au détriment de la nation palestinienne, tyrannie au quotidien par les sionistes, que la France compte célébrer les soixante ans de la création d'Israël. Rappelons qu'une vive polémique fait rage en ce moment en Italie puisque la Foire du livre qui doit avoir lieu à Turin, du 8 au 12 mai prochain, porte la même célébration que la France pour Israël. Des partis politiques aux personnalités en passant par les associations militantes pour les droits fondamentaux des Palestiniens, un vif mouvement de protestation s'est déclenché afin que le comité d'organisation renonce à un Etat qui ne respecte pas le minimum des droits humains et opprime sans répit le peuple palestinien. Face au refus opposé par les organisateurs, des auteurs et écrivains italiens ont décidé de boycotter la manifestation.

S. H.